



8 Place Malus
18000 Bourges
Tél 02 48 21 24 79
cgt.ud.cher@wanadoo.fr

CONTRE L'AUSTERITE, POUR LE PROGRES SOCIAL

9 AVRIL 2015

☞ GREVES ET MANIFESTATIONS

POURQUOI ?

Parce qu'il est tant que les syndicats patronaux et le gouvernement entendent ce que disent des millions de salariés, de retraités, de chômeurs, de jeunes depuis maintenant plusieurs années.

Parce qu'il y en a assez de ces mesures gouvernementales qui profitent exclusivement au patronat, qui donnent de plus en plus à ceux qui possèdent, c'est-à-dire à une minorité d'individus et qui privent plus des $\frac{3}{4}$ des citoyens de leur droit à vivre honorablement.

La situation est devenue insoutenable pour un grand nombre d'entre nous : il est temps de mener ouvertement la bataille qui amènera le progrès social et des conquêtes qui profiteront à toutes et à tous. Pour cela il faut se battre tous ensemble.

POUR :

Une forte augmentation de l'ensemble des salaires, pensions, allocations chômage et minima sociaux. Jamais le reste à vivre des ménages n'a été aussi faible que depuis ces 5 dernières années. Jamais la chasse au revenu du travail n'a été aussi intense.

« Nous sommes trop payés », « nos pensions sont trop élevées », « les indemnités chômage sont trop importantes » et « le RSA est une charge pour la collectivité ». Voilà ce qu'on entend dans la bouche du patronat et de ce gouvernement comme dans celle des précédents.

Il est vrai qu'ils ne sont pas confrontés à la réalité de la classe ouvrière dans son ensemble. Notre réalité, c'est le gel de nos salaires, dans le public comme dans le privé, des pensions, c'est la baisse des allocations chômeurs et des minima sociaux pour des millions de salariés qui ont été arrachés et écartés du monde du travail et qui veulent en retrouver un. **C'est ça notre réalité ! Il y a urgence à pouvoir vivre et non survivre.**

Battons-nous pour une Sécurité Sociale qui prenne en charge tous les aléas de la vie de la naissance à la mort, comme prévu lors de sa mise en place en 1945. La Sécu appartient à l'ensemble des salariés. **Nous la finançons par nos**

cotisations, part salariale et part patronale, sur notre feuille de paie. Les cotisations sociales ne sont pas une « charge » comme le disent ses détracteurs mais « **un salaire socialisé** » qui part dans un pot commun. Pot qui sert à l'assurance maladie, aux pensions de retraites, aux accidents du travail et maladie professionnelle, aux allocations familiales. Les allocations chômage sont dans un autre pot mais toujours socialisées et les minima sociaux sont du ressort de la « solidarité nationale ». **C'est ça le vivre ensemble et le système social et solidaire français.** C'est cela qu'ils veulent détruire, c'est cet argent, le nôtre, qu'ils veulent nous prendre. Pour les autres, c'est « le coût du travail ». Il faut le déminer voire l'abolir.

Les assurances, certaines mutuelles et les banques veulent récupérer cette manne financière.

Ils ne veulent plus de droits collectifs qu'apporte la Sécurité Sociale. Ils veulent que s'instaurent exclusivement des droits individuels avec très peu de prestation et qui nous coûteront trop cher. La Sécu n'a pas de capital et pas d'actionnaire et cela fait d'elle une institution qui résiste aux crises et aux attaques des marchés financiers, elle ne verse pas de dividendes....

La loi de sécurisation de l'emploi, la réforme des allocations familiales et la loi Macron s'attaquent à notre bien commun.

Il faut se battre pour la réindustrialisation de nos territoires, avec l'exigence des services publics de qualité au plus près des populations et des salariés.

Pourquoi, là encore, cette affirmation ? Notre département est parmi les plus désertés que ce soit du point de vue des entreprises industrielles et aussi des services publics comme pour l'accès aux soins.

Plus du tout d'installation d'usines, fermetures de bureaux de Poste, de trésoreries, plus de permanences de la Sécu dans les mairies, regroupements d'écoles et fermetures de classes sont les conséquences politiques de vouloir tout regrouper au plus près des grandes agglomérations.

Pour contrer cette désertification, il faut repenser l'aménagement du territoire, se battre

contre la réforme territoriale, nationaliser des filières industrielles, avec comme ambition d'amener le travail et les services au plus près des salariés, et non l'inverse en prônant la mobilité.

La loi Macron est un condensé de reculs sociaux comme nous en avons rarement vus. Elle s'attaque à réglementer notre vivre ensemble. Elle détruit le Code du Travail, la médecine et l'inspection du travail. Elle fragilise les Conseils de Prud'hommes. C'est une loi qui s'attaque principalement aux droits des salariés. Elle redessine notre modèle social unique au monde.

Elle fait allégeance aux demandes de la commission européenne et nous prépare à l'accord du traité transatlantique négocié à Bruxelles avec les Etats-Unis. Voulons-nous être Américains ou garder notre identité, notre nation et la possibilité de choisir par nous même ?

LE 9 AVRIL DOIT NOUS RASSEMBLER

AUTOUR DE VALEURS ET DE REVENDICATIONS

QUI SOIENT PORTEUSES DE PROGRES COLLECTIFS ET INDIVIDUELS.

**POUR TOUTES CES RAISONS ET D'AUTRES ENCORE,
LES ORGANISATIONS SYNDICALES CGT, FO, FSU ET SOLIDAIRES
APPELLENT A LA GREVE ET A PARTICIPER
AUX MANIFESTATIONS A**

BOURGES : 10 H 30 Place Séraucourt

VIERZON : 10 H 30 Forum République

ST FLORENT : 9 H 30 Place de la République

↳ (départ en covoiturage pour se rendre à la manif de Bourges)



Bulletin de contact ou d'adhésion à la CGT

Nom – Prénom :

Adresse :

Tél. : E.mail :

Entreprise :

Bulletin à retourner à l'UD-CGT du Cher 8 Place Malus – 18000 BOURGES
ou à remettre à un syndiqué CGT de votre entreprise